Envoyé en préfecture le 20/06/2023



ID: 083-218300424-20230619-DECISION202

# VILLE DE COGOLIN



## **DECISION DU MAIRE**

#### N° 2023/024

DEMANDE DE SUBVENTION DEPARTEMENTALE – ACQUISITION VETEMENTS DE TRAVAIL DESTINES AU SERVICE DU COMITE COMMUNAL DE FEUX DE FORET

Le maire de la commune de Cogolin,

Vu les articles L 2334-32 et suivants du code général des collectivités territoriales, Vu la délibération du conseil municipal n° 2020/040 en date du 20 juillet 2020 portant délégations au maire en application de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment celle de demander à tout organisme financeur, sans limitation, l'attribution de subventions, Vu le budget communal,

Considérant que la commune de Cogolin souhaite équiper en vêtements le service du comité communal de feux de forêt (CCFF) pour préserver sa forêt des risques d'incendie, Considérant que l'équipement en tenue vestimentaire pour les 15 bénévoles engendre un coût pour la commune, le montant s'élève à  $838 \in HT$  soit  $1.005,00 \in TTC$ ,

### DECIDE

## ARTICLE 1:

La commune de Cogolin sollicite une subvention départementale.

## ARTICLE 2:

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant Coût total :  $1.005,00 \in$ 

	MONTANT	Aide financière	Reste à la charge
	TOTAL TTC	attendue	de la commune
Achat de vêtements de travail	1.005,00 €	500.00 €	505.00 €

### ARTICLE 3:

Madame la Directrice Générale des services est chargée de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Draguignan.

Fait à Cogolin, le 19 juin 2023

Le maire.

Marc Etienne LANSADE

Le maire,

certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,

précise que suivant les dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Toulon – 5, rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Formalités de publicité effectuées le :

Notifié le :